

Le Pacte d'excellence EN DANGER

► Négocié durant des années, le Pacte qui vise à améliorer un enseignement qui en a bien besoin pourrait implorer en pleine route

► L'heure est grave et les blocages politiques autour de la mise en œuvre du Pacte d'excellence pourraient le faire complètement dérailler dans les prochains mois. Un camouflet pour les professionnels de l'enseignement qui s'y sont consacrés corps et âme depuis trois ans, mais surtout un drame pour un enseignement francophone dans la tourmente.

C'est ce qui ressort, dans des termes plus ou moins châtiés et sous couvert d'anonymat, d'un tour de table des différents réseaux scolaires et des deux principaux syndicats enseignants.

"On a atteint un point de non-retour", lâche un responsable de réseau. "On est proche de la catastrophe mais je ne veux pas croire qu'il n'y aura pas d'accord", lâche un autre. Du côté d'un troisième, on prévient : "Le Pacte est un tout. S'il manque une partie, il n'y a plus de Pacte."

Et : "Il y a urgence. Je suis très inquiet. La machine est en train de gripper", indique, pour sa part, la CGSP Enseignement. "Le respect de l'échéancier met en péril tous les équilibres", tacle la CSC-Ensei-

gnement.

À la base, l'absence de compromis entre le PS et le CDH sur l'avenir du réseau Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE), plus connu sous son ancien nom de réseau de la Communauté française.

CE PACTE PRÉVOIT en effet de mettre fin à la double casquette de chaque ministre de l'Éducation francophone, celle d'être le pouvoir régulateur de l'enseignement en général et en même temps de pouvoir organisateur d'un réseau en particulier, celui du WBE.

Les deux partenaires de majorité s'opposent désormais sur le type de montage juridique qui doit accueillir le réseau de la Communauté française et lui permettre de gagner son indépendance par rapport à n'importe quel ministre. Les auteurs du Pacte (réseaux, élus politiques, syndicats, associations de parents, etc.) s'étaient mis d'accord sur la création d'un nouvel organisme d'intérêt public (OIP). Une structure déjà utilisée pour l'enseignement flamand, ou encore

Bruxelles Formation ou Actiris.

Mais depuis lors, le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt (PS) n'en veut plus et réclame un service administratif à comptabilité autonome (Saca), forçant le PS à changer de position et à faire bloc autour de cette nouvelle demande. Le dossier est technique, mais il est crucial. Le Pacte d'excellence se compose de deux volets importants : la gouvernance et le tronc commun. Sans le premier, le deuxième tombe, préviennent plusieurs acteurs de l'enseignement.

Or le temps presse, puisque le Pacte prévoit qu'une première vague d'écoles remettent leurs contrats d'objectifs d'ici quelques mois. Des contrats sur base desquels elles seront évaluées et éventuellement sanctionnées. Les autres réseaux n'accepteront jamais ces évaluations s'ils ont l'impression que WBE n'est pas logé à la même enseigne.

Au final, la majorité n'a plus que trois mois pour faire passer plusieurs décrets, dont celui de la réforme de l'inspection. Un timing qui devient difficile à tenir.

Julien Thomas

L'avenir du Pacte se joue dans un huis clos PS-CDH

BRUXELLES Le ministre Jean-Claude Marcourt (PS) souhaite-t-il mettre en difficulté le CDH à l'approche d'importantes élections ? Durcit-il le ton pour satisfaire une base liégeoise notoirement hostile au Pacte d'excellence ? Ou la mise en place d'un organisme d'intérêt public (OIP) s'appuyant sur le territoire de la Communauté française contreviendrait-elle réellement aux ambitions des régionalistes qui veulent orga-

niser l'enseignement sur base des Régions comme on l'a entendu ici et là ? Est-ce un peu de tout cela ou encore autre chose ? Les réseaux scolaires et les syndicats enseignants ne connaissent pas actuellement

la véritable réponse et ne peuvent qu'échafauder des hypothèses. Pour le CPEONS et le CECP, qui représentent l'enseignement communal et provincial subventionné, qu'importe la structure du réseau WBE,

tant que tout est bétonné juridiquement. L'enseignement catholique (Segec) lui, ne cache pas sa préférence pour un OIP, qui, en tant que structure distincte, semble la plus à même de garantir l'indépendance du futur réseau. Une bonne raison en tout cas pour le CDH de maintenir sa position dans son dossier. Reste en tout cas que l'avenir du Pacte se joue dans un huis clos PS-CDH

J. Th.